

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!



lutte

ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Travailleuses, travailleurs, salariés du public et du privé, chômeurs, retraités des classes populaires,

Macron et son gouvernement nous mènent une guerre dont les enjeux sont nos emplois, nos salaires, nos conditions d'existence.

Ce n'est pas une guerre personnelle, quand bien même Macron la mène avec un cynisme et un mépris tout personnels vis-à-vis des classes populaires. Il la mène au nom de ses mandants, les propriétaires et les gros actionnaires des grandes entreprises et des banques, la grande bourgeoisie. Il la mène pour que les entreprises continuent à ramasser des profits record et qu'elles puissent distribuer des dividendes en augmentation à leurs actionnaires.

L'enrichissement incessant de quelques milliardaires, en même temps que s'appauvrit une grande partie de la population laborieuse, n'est pas une simple coïncidence. La détermination de la minorité de capitalistes à continuer de s'enrichir malgré la crise de leur économie est la cause directe, brutale, de l'appauvrissement du monde du travail. C'est sur le dos des travailleurs que la classe capitaliste veut récupérer, et au-delà, le profit que le marché, que la concurrence internationale ne leur permettent pas de dégager.

C'est cet objectif qui guide l'action des dirigeants de toutes les grandes entreprises. C'est cet objectif que poursuivent également les

présidents de la République et les gouvernements qui se succèdent.

C'est dans ce but que, dans toutes les entreprises, on bloque les salaires ou on n'accorde que des augmentations dérisoires. C'est dans ce but que les patrons se débarrassent, progressivement ou brutalement, de leur personnel en CDI pour le remplacer par des précaires.

L'État, de son côté, non seulement favorise par tous les moyens juridiques les objectifs de la grande bourgeoisie, quitte à modifier la législation, mais toutes ses mesures dites sociales consistent à faire des économies au détriment des classes populaires, pour réserver le budget pour favoriser les plus riches.

Prélever sur les retraites, même les plus modestes, est la contrepartie de la suppression de l'impôt sur la fortune!

C'est le même fil rouge qui guide l'État lorsqu'il cherche à faire des économies sur les services publics les plus utiles à la population, les hôpitaux comme les Ehpad.

Cela fait plusieurs décennies que dure cette offensive contre le monde du travail. Elle n'a cessé sous aucun président de la République, sous aucun gouvernement, quelle que soit son étiquette.

Tous ensemble, nous avons la force de les faire reculer

La vie de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre n'a jamais été rose, mais voyons le recul au fil des années. Il suffit de regarder dix ou vingt ans en arrière pour mesurer ce que le monde du travail a perdu sur les retraites, l'emploi, les conditions de travail ou les salaires. La flexibilité, les horaires de travail et les cadences de plus en plus durs. Plus personne n'est à l'abri du

licenciement. Et c'est la même pression à la rentabilité qui s'exerce dans le secteur public, sur le personnel des hôpitaux, de l'éducation, les postiers ou les employés des collectivités.

Tout ça pour que la bourgeoisie augmente ses profits, concentre des fortunes exorbitantes et spéculé frénétiquement.

Si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à

cela, où en serons-nous dans cinq ou dix ans? Quelle sera la vie de la prochaine génération de travailleurs, nos enfants? Il faut que le monde du travail défende ses intérêts contre le grand patronat et ses valets politiques. Il faut renouer avec les luttes collectives pour inverser le rapport de force.

Les hommes politiques de la bourgeoisie savent s'y prendre pour émietter la force sociale qui est la nôtre collectivement, en attaquant les différentes catégories de travailleurs les unes après les autres, en tentant de les dresser les unes contre les autres.

En ce moment où l'État cherche à gagner la bataille contre les travailleurs de la SNCF, cheminots mais aussi travailleurs de la sous-traitance,

Nous sommes tous des cheminots Nous sommes tous des travailleurs!

Ces mêmes valets des riches possédants, qui présentent aujourd'hui les cheminots comme des privilégiés, en disent autant des travailleurs en CDI par rapport aux précaires, de ceux qui ont un travail par rapport aux chômeurs, des travailleurs du secteur public par rapport à ceux du privé, mais ne parlent jamais des vrais privilégiés que sont les Arnault, Pinault, Bolloré, Dassault, Bouygues et compagnie, qui gagnent en une heure plus que n'importe quel travailleur toute sa vie!

Il nous faut apprendre du passé. Nous laisser diviser entre catégories de travailleurs, entre corporations, c'est entrer dans le jeu du patronat, de la grande bourgeoisie et de ses valets politiques.

L'attaque contre les travailleurs de la SNCF est une attaque contre tous les travailleurs. Nous sommes tous des cheminots.

La journée de manifestations d'aujourd'hui n'est pas encore terminée mais elle est un succès par le nombre de participants. Comme a été un succès, le 15 mars, la journée de

Alors, travailleuses, travailleurs,

Saisissons-nous des appels des centrales syndicales, bien que leurs objectifs et leur stratégie méritent la critique, pour poursuivre le mouvement et l'amplifier. Ceux qui sont dans l'action ont la capacité d'entraîner les secteurs qui aujourd'hui

il faut se rappeler comment il a mené la guerre contre les travailleurs de La Poste, de France Télécom et d'EDF-GDF.

Ce n'est pas du statut juridique de la SNCF qu'il s'agit, mais de la peau des cheminots et, au-delà, de la peau de tous les travailleurs. Si le gouvernement l'emportait, il serait plus dur avec tous les travailleurs et il se sentirait en position de force pour porter de nouveaux coups aux salariés, aux chômeurs, aux retraités.

Chaque fois que nos gouvernants veulent s'en prendre à une catégorie de travailleurs, ils essaient de la présenter comme à part, différente des autres, voire, comme en ce moment avec les cheminots, privilégiée. Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage.

manifestations des retraités et celle des Ehpad. Le monde du travail a répondu présent aux appels des états-majors syndicaux. Mais pourquoi ces appels à des journées différentes? Pourquoi ceux d'Air France ne sont-ils appelés que demain? Et pourquoi, ici même à Paris, deux cortèges différents, le même jour, séparant les travailleurs de la SNCF de ceux de la fonction publique? Pourquoi cette division artificielle, aberrante, injustifiable?

Ce n'est certainement pas en divisant les différentes corporations qu'on se donne les moyens de gagner.

Quels que soient les calculs ou les arrière-pensées des états-majors politiques et syndicaux, nous avons la force d'imposer notre volonté.

En cette année de cinquantenaire de Mai 68, rappelons qu'aucune centrale n'avait appelé à la grève générale à l'époque. Elle s'est quand même imposée par la volonté des travailleurs et elle a fait de mai-juin 1968 un des grands combats de la classe ouvrière.

ne se sentent pas encore concernés. Il faut que les semaines qui s'ouvrent soient celles de la mobilisation des travailleurs, pour arrêter l'offensive du grand patronat, de la grande bourgeoisie et du gouvernement contre nos conditions d'existence.

21 mars 2018